

31 JAN. 2012



PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

DL  
G4  
GIDIE (FK)  
Gi

Direction Départementale de la  
Protection des Populations

Annecy, le 30 janvier 2012

Service Protection de l'Environnement

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

**Arrêté n°2012030-0003**

**Société HACER Traitements de Surface à Cluses - Mise en demeure suite au non lancement de la surveillance initiale des substances dangereuses rejetées dans les eaux industrielles de l'établissement, dans le cadre de l'action RSDE**

VU le code de l'environnement, et notamment son article L. 514-1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 11 novembre 2010 portant nomination de M. Philippe DERUMIGNY, Préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté n°2012020-0006 du 20 janvier 2012 relatif à l'intérim des fonctions de Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

VU la circulaire DGPR/SRT du 5 janvier 2009 relative à la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (RSDE) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 91-1202 du 7 août 1991, modifié le 15 octobre 1993 et complété le 12 janvier 1995, le 3 septembre 1997 et le 2 mars 2004, ayant autorisé la société MARQUET Traitements de Surface dont le siège social est situé 47, allée du Mont-Blanc - B.P. 60 - 74301 CLUSES CEDEX, à poursuivre l'exploitation et à étendre son usine sise à cette adresse ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2009.2882 en date du 14 octobre 2009, ayant abrogé et remplacé l'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 août 1991 susvisé ;

VU le récépissé préfectoral établi le 20 avril 2011, suite au changement d'exploitant de l'établissement intervenu au bénéfice de la société HACER Traitements de Surface ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 5 janvier 2012, constatant que la société HACER Traitements de Surface n'a pas engagé au titre de l'action RSDE la surveillance initiale des substances dangereuses rejetées dans les eaux industrielles de son établissement, dans le délai prescrit à l'article 6.1.10.2 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2009 susvisé, soit au plus tard le 31

décembre 2010 ;

**Considérant** que le retard pris dans ce domaine aura des répercussions sur le respect par l'entreprise des étapes ultérieures de l'action RSDE, telles que prévues à l'article 6.1.10 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2009 susvisé ;

**Considérant** dès lors qu'il s'agit d'une non conformité notable et qu'il convient de faire application de l'article L. 514-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : La société HACER Traitements de Surface, dont le siège social est établi 47, allée du Mont-Blanc - B.P. 60 à 74301 CLUSES CEDEX, est mise en demeure d'engager la surveillance initiale des substances dangereuses rejetées dans les eaux industrielles de son établissement, telle que prévue à l'article 6.1.10.2 de l'arrêté préfectoral n° 2009.2882 du 14 octobre 2009, sous un délai maximal d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le rapport de synthèse de la surveillance initiale devra être communiqué à l'inspection des installations classées, au plus tard à la fin du mois suivant la date d'obtention du dernier résultat d'analyse.

**Article 2** : Si à l'expiration des délais fixés à l'article 1<sup>er</sup>, la mise en demeure n'a pas été respectée, il sera fait application des sanctions prévues par le titre I<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

**Article 3** : Le présent arrêté sera notifié à monsieur le Gérant de la société HACER Traitements de Surface.

La présente décision pourra être déférée au tribunal administratif de Grenoble :

- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas parvenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

**Article 4** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Madame la directrice départementale de la protection des populations et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Sous-Préfet de BONNEVILLE,
- Monsieur le Maire de CLUSES.

Pour ampliation,  
La chef du service,

  
Michèle ASSOUS



Pour le Préfet,  
Le Directeur de Cabinet,  
Secrétaire général par intérim,

Signé Régis CASTRO